

**CAPACITE INTERUNIVERSITAIRE PARISIENNE
D'ADDICTOLOGIE CLINIQUE**

MEMOIRE

LA COLOMBIE ET LE TRAFIC DE COCAINE

**DEUXIEME ANNEE
2004-2005**

Federico CARO-ROJAS

30 juin 2005

TABLE DE MATIERES

INTRODUCTION.....	1
HISTORIQUE.....	4
SITUATION ACTUEL.....	7
Production de coca en Colombie et la région Andine.....	7
LES ACTEURS ARMES DU TRAFIC.....	11
Conflit Armé.....	11
LE NARCOTRAFIC.....	16
Le trafic de cocaïne aux EEUU.....	16
Le trafic de cocaïne dans l'Union Européenne.....	17
Les « mules » du trafic.....	20
COOPERATION INTERNATIONALE.....	21
« Plan Colombia ».....	21
Fond d'Investissement pour La Paz « FIP ».....	22
La coopération entre l'Union Européenne et la Colombie.....	23
La coopération franco-colombienne en matière de sécurité intérieure.....	25
CONCLUSION.....	27
ANEXES.....	29
ANNEXE 1.....	29
ANNEXE 2.....	30
CHRONOLOGIE.....	30

INTRODUCTION

L'usage de la coca existait déjà dans les Andes du temps des Incas. Les différents peuples indigènes l'utilisaient dans des rituels religieux ou pour les dures journées de travail, à cause des effets anorexigènes et de stimulation physique. Les Espagnols par la suite stimulèrent vivement son développement.

Mais en tout état de cause, s'ils sont depuis toujours producteurs et consommateurs de coca, ce ne sont pas les peuples andins qui ont inventé la cocaïne.

La filière coca-cocaïne s'est développée dans le contexte d'une crise généralisée des économies latino-américaines, sur fond de baisse continue du prix des matières premières et de mise en place des politiques d'ajustement structurel des années 80. Ainsi, en Bolivie, c'est parce qu'ils avaient été mis à pied lors de la privatisation des mines d'étain que des milliers d'Indiens ont déferlé dans la région amazonienne du Chapare où ils ont planté de la coca.

Près de 80% de la cocaïne et environ 90% de la marijuana pénétrant aux Etats-Unis proviennent d'Amérique latine. Le commerce augmente progressivement en Europe depuis 1999.

Produite dans la région des Andes (Bolivie, Pérou, Colombie), la coca devient cocaïne dans de laboratoires clandestins, puis transite par les Caraïbes, l'Amérique centrale et le Mexique avant de pénétrer sur le territoire du premier consommateur mondial, les Etats-Unis. Pour l'Europe, le transport est maritime et arrive par les différents ports d'Espagne, Portugal ou les Pays-Bas, des fois la drogue peut faire escale dans les pays de la côte atlantique de l'Afrique.

C'est en jouissant de l'indifférence voir de la complicité de la classe politique que les narcotrafiquants colombiens ont mis sur pied les réseaux qui leur ont permis de devenir les premiers producteurs de cocaïne latino-américains vers la fin des années 80s. L'alliance de fait explose lorsque les narcos, forts de leur pouvoir économique, entendent jouer un rôle politique. Elle débouche sur une véritable guerre lorsque l'Etat envisage leur extradition vers les Etats-Unis, comme le demande avec insistance Washington.

Pour mettre un terme à la vague de violence, le pouvoir propose aux cartels leur reddition contre un jugement en Colombie : le chef du cartel de Medellin, Pablo Escobar se rendra ainsi avant de s'évader en 1992 de sa prison « cinq étoiles » d'Envigado. Il sera finalement tué le 2 décembre 1993 à Medellin par une unité d'élite de l'armée. Plus discret, plus proche des élites économiques, le cartel de Cali profitera de la mort de son grand rival avant d'être démantelé à son tour en 1994.

Depuis, les cartels ont pratiquement disparu de Colombie, au profit d'un réseau horizontal, multiple et diversifié (les seuls cartels encore en exercice étant constitués par les groupes mafieux mexicains).

La culture de coca, le conflit armé, le trafic de drogue et la recherche de meilleures conditions de vie ont produit un énorme déplacement des personnes vers les milieux urbains pendant les dernières deux décennies. On peut estimer un chiffre de 3'000.000 de personnes déplacées, une vraie crise humanitaire pour le pays.

Les groupes armés illégaux, selon des sources de gouvernement, comptent environ 28.100 personnes inscrites en Colombie en 2004. La taille de ces groupes était plus grande dans les municipalités où la culture de coca a été trouvée que dans les municipalités exemptes de la culture de coca. Dans les municipalités où on a observé la culture de coca, il y avait en moyenne 100 personnes inscrites, tandis que dans les municipalités où la culture de coca n'a pas été trouvée, il y avait en moyenne 40. Bien que pas directement impliqué dans la culture de coca, les groupes armés illégaux commandent les affaires et les prix de la base de coca pour ensuite réaliser le traitement et de la vente du chlorhydrate de cocaïne.

Pour combattre le narcotrafic, consacré ennemi numéro un de leur sécurité nationale, les Etats-Unis ont intensifié leur aide financière et logistique aux pays de la région, tout en les incitant à « militariser » la lutte. La CIA, la Drug Enforcement Administration (DEA), le Pentagone, le service des garde-côtes et le Southern Command sont mobilisés pour mettre en oeuvre cette politique.

Ainsi, le « Plan Colombie » accordant au président Andrés Pastrana une aide de 1,6 milliards de dollars pour « *consolider les mécanismes démocratiques et lutter contre le narcotrafic* »,

est, *de facto*, essentiellement destinée à la contre-insurrection. Les Etats-Unis disposent de 300 à 400 conseillers civils et militaires en Colombie.

Les projets et la coopération en provenance de l'Union Européenne sont tout à fait différents à ceux des EEUU. Ce n'est pas seulement à cause des moyens économiques plus discrets mais aussi aux finalités en termes de développement industriel, économique et aide directe à la population victime du conflit armé.

Je propose dans ce mémoire réaliser un aperçu de cette situation en partant du contexte historique pour arriver aux différents accords d'aide et coopération internationale avec la Colombie.

HISTORIQUE

Dans les pays andins, en particulier en Bolivie, la coca est une plante sacrée. Son éradication est perçue comme un génocide culturel.

Les peuples andins utilisaient les feuilles de coca dans des finalités religieuses et médicales des milliers d'années avant que les hommes blancs n'apprennent à en extraire la cocaïne. Riches en vitamines et en minéraux, elles servaient traditionnellement à guérir des maux comme la dysenterie et le mal des montagnes. La grande majorité des Boliviens continuent à en mâcher quotidiennement pour prévenir la sensation de faim car, mélangées à de la cendre, elles ont un effet anesthésiant sur l'estomac. Dans les pays andins, tout décès, mariage ou autre rituel social ou religieux comprend une offrande de coca. "Garde ses feuilles avec amour", ordonne la *Légende de la coca*¹, un poème oral vieux de huit cents ans. *"Et quand tu sens la peine dans ton coeur, la faim dans ta chair et les ténèbres dans ton esprit, porte-les à ta bouche. Tu trouveras amour pour ta peine, nourriture pour ton corps et lumière pour ton esprit."*

Mais les prophètes prédisaient également que l'homme blanc trouverait le moyen de corrompre leur "plante petite mais forte" : "Si ton oppresseur arrive du nord, le conquérant blanc, le chercheur d'or, dès qu'il la touchera, il ne trouvera que poison pour son corps et folie pour son esprit." Ce qu'ils n'avaient pas prévu, c'est que le retour de bâton serait aussi grave. L'homme blanc a réussi à extraire les 0,5 % de cocaïne, l'alcaloïde que contient la coca, à la fin du XIXème siècle.

Les premières tentatives d'éradication remontent à 1949, après qu'une étude réalisée par Howard Fonda, un banquier nord-américain, eut affirmé que la mastication de cette plante était *"responsable de la déficience mentale et de la pauvreté qui régnaient dans les pays andins"*. Peu après, en 1961, les Nations unies inscrivaient la coca au tableau n° 1 des stupéfiants, en en faisant ainsi une des substances les plus dangereuses, à interdire absolument. Ce qui n'eut bien entendu aucun effet sur la consommation des Etats-Unis - où

¹ Courrier international - n° 605 - 6 juin 2002. Coca, la plante de tout un peuple.

les cadres sniffaient des lignes de cocaïne tandis que les ghettos optaient pour son parent pauvre et bien plus dangereux, le crack. Dans les années 80, la superpuissance consommait plus de la moitié de la cocaïne produite dans le monde alors que ses habitants ne représentent que 5 % de la population mondiale. La Bolivie, l'un des pays les plus pauvres de la planète, vit un créneau à prendre et s'y précipita. Elle devait devenir le deuxième producteur de pâte de cocaïne du monde.

La coca, une plante rustique idéale pour les sols fatigués ou érodés, peut donner trois ou quatre récoltes par an. A cela s'ajoute que les revenus qu'un paysan peut obtenir pour une culture alternative ne sont pas comparables.

La région des *Yungas* au *Chapare*, reste le dernier endroit où la culture de la coca est autorisée en Bolivie. La loi 1008 octroie actuellement 12 000 hectares à la culture et à la distribution de la coca dans les Yungas, mais les Etats-Unis avancent qu'il suffit de la moitié pour couvrir les besoins traditionnels.

En Bolivie, le conservateur du musée de la Coca de La Paz s'est battu pour que la feuille de coca soit reconnue comme une substance potentiellement thérapeutique et non comme un stupéfiant du tableau n°1. Les randonneurs occidentaux qui voyagent boivent en permanence des infusions de feuilles de coca pour prévenir le mal des montagnes et une étude réalisée par l'université Harvard a établi que 100 grammes de coca bolivienne suffisaient largement à satisfaire les besoins journaliers en calcium, fer, phosphore, vitamines A et B2.

Contrairement à la croyance populaire, le coup de fouet que procure cette plante ne vient pas de son 0,5 % de cocaïne - qui est en fait détruit par la salive dans le tube digestif - mais de la transformation de ses hydrates de carbone en glucose et de son effet stimulant sur l'appareil respiratoire.

On trouve déjà en Bolivie trente produits à base de coca, qui vont du dentifrice à tout une gamme de pastilles. Pour les défenseurs de la plante, il s'agit là d'un potentiel considérable : on pourrait sauver le gagne-pain de plusieurs milliers de paysans pauvres en la commercialisant à l'Ouest. Or la seule société qui a réussi à contourner l'interdiction, c'est l'américain Stepan, qui - ironie suprême - importe en toute légalité 175 000 kilos de coca du

Chapare chaque année pour fabriquer, entre autres choses, un arôme décocainé pour Coca-Cola².

Pendant les années 80 et les années 90, la Colombie est devenue le pays avec la production de cocaïne la plus grande dans le monde. La culture illicite de coca dans le pays a augmenté de façon constante tout au long de cette période. Bien que, la culture de coca ait commencé à diminuer en 2001, la Colombie reste toujours le plus grand pays producteur dans le monde.

² Courrier international - n° 605 - 6 juin 2002. Les sales guerres de la coca. Coca, la plante de tout un peuple.

SITUATION ACTUEL

Production de coca en Colombie et la région Andine

Pour l'année 2004, les études du gouvernement de la Colombie et des Nations Unies montrent un total de 80.000 hectares de culture de coca dans 23 des 32 départements colombiens, représentant une diminution de 7% par rapport au 2003. Au cours des quatre dernières années, la culture de coca a diminué de 51%³.

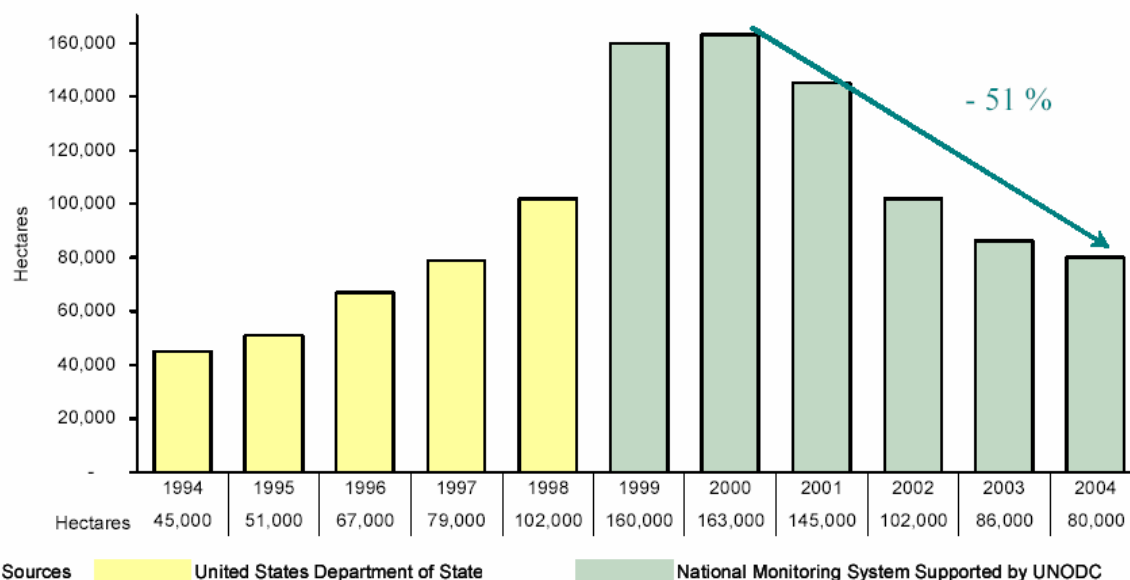


Figure 1. Culture de coca en Colombie 1994 - 2004 (en hectares)⁴

Cela peut être attribué à deux facteurs principaux : la fumigation aérienne des champs et l'exécution des projets alternatifs d'extirpation manuelle et développement⁵. La fumigation aérienne a atteint 136.000 hectares en 2004. On compte un budget total qui dépasse 240 millions de dollars pour la période 1999 – 2007. Pour les activités alternatives de

³ ONU. Office on Drugs and Crime. Government of Colombia. "Coca cultivation survey". Juin 2005.

⁴ ONU. Juin 2005. Page 7.

⁵ Par exemple avec le projet des familles « gardes de la forêt ».

développement, le budget annuel passe de 3 millions de dollars en 2000 à 78 millions en 2004.

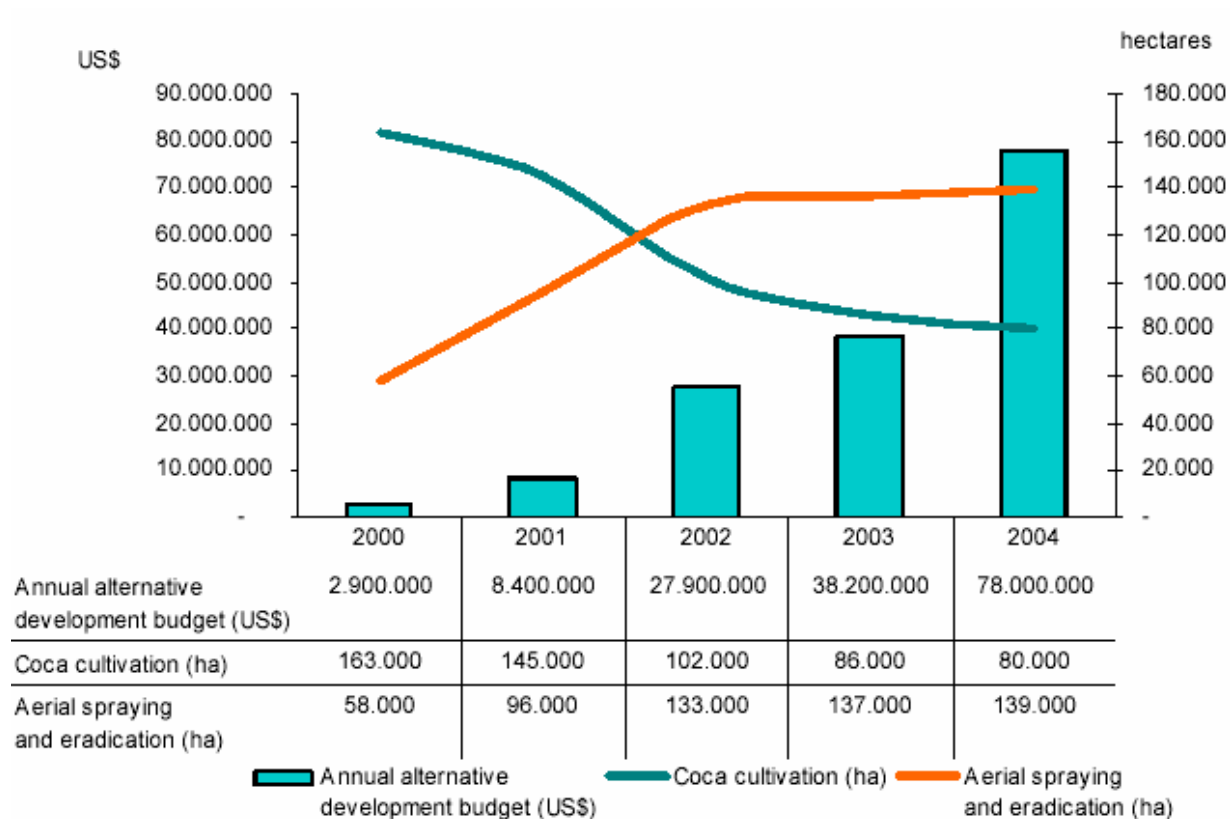


Figure 2. Culture de coca, développement alternatif et pulvérisation aérienne en Colombie, 2000 - 2004⁶

La production potentielle de cocaïne en Colombie pour l'année 2004 est d'environ 390 tonnes métriques - 50 tonnes métriques moins que en 2003⁷. Ceci représente le 57% de la production potentielle mondiale de cocaïne qui a atteint 687 tonnes métriques en 2004. La réduction dans la culture n'a pas un rapport direct avec la production de cocaïne en Colombie parce que la diminution de feuille de coca a été compensée par des importations de base de coca et l'augmentation de la production en Pérou et Bolivie.

⁶ ONU. Juin 2005. Page 14

⁷En utilisant le prix moyen pour la base de coca, 810 dollars par kg en 2003, les 390 tonnes métriques représentent environ 315 millions de dollars. Le prix de la base de coca a diminué au cours de la période 2000-2003, mais il s'est stabilisé en 2004.

Le niveau global de la culture de coca en 2004 donc resté relativement stable à environ 158.000 hectares, ou +3% a comparé à 2003. En 2004, la Colombie est restée le pays le plus producteur de coca, suivi par Pérou et Bolivie⁸. Cependant, la participation de la Colombie est tombée de 74% en 2000 à 51% de 2004, selon le rapport annuel de l'Organisme international de contrôle des stupéfiants (OICS)⁹. Actuellement la production a augmenté au Brésil où le gouvernement n'a pratiquement aucun contrôle sur les territoires situés dans les zones tropicales¹⁰.

Entre 2003 et 2004, le prix de cocaïne d'une pureté environ de 80% a grimpé légèrement à 600.000 dollars /kg (ou +2%). Ces prix ont augmenté entre 2000 et 2004.

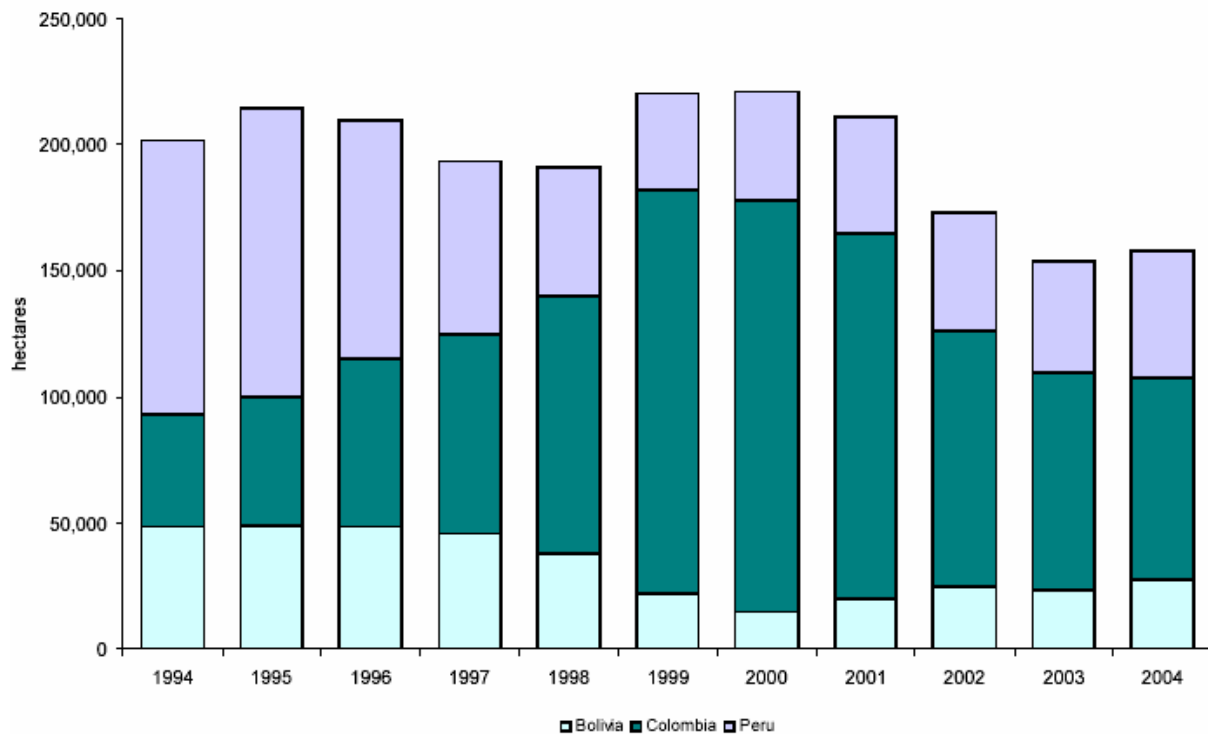
La culture de coca en Colombie est le résultat d'un certain nombre de facteurs, entre autres on compte une terre très fertile et la pauvreté des paysans. Dans la plupart des cas, l'apparition des récoltes illicites n'augmente pas de manière significative le revenu des paysans, mais peut améliorer leur subsistance de base quand d'autres produits ne sont pas présents. Le cultivateur de coca est loin d'être le bénéficiaire principal du trafic.

De façon générale, dans les régions rurales de la Colombie on retrouve un 88 % de la population vivant au-dessous du seuil pauvreté. Dans le milieu urbain ce pourcentage serait de 61%.

⁸ Les prix de la feuille du coca en Colombie vont de 0.4 à 1.8 dollars/kg. Au Pérou serait de 2.8 dollars/kg et en Bolivie 5.0 dollars/kg en 2004.

⁹ Courrier international - n° 605 - 6 juin 2002. Coca, la plante de tout un peuple.

¹⁰ "*C'est l'illustration parfaite de la théorie du ballon*", explique Kathryn Ledebur, du **Resseau d'Information Andine** une organisation de défense des droits de l'homme: "Si on exerce une pression à un endroit, ça gonfle ailleurs - à moins de s'attaquer à la demande. Mais, au lieu de faire ça, on a une guerre qui se concentre sur les pauvres et ça ne marche pas."



	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	% change 2003-2004
Bolivia	48,100	48,600	48,100	45,800	38,000	21,800	14,600	19,900	24,400	23,600	27,700	17%
Peru	108,600	115,300	94,400	68,800	51,000	38,700	43,400	46,200	46,700	44,200	50,300	14%
Colombia	45,000	51,000	67,000	79,000	102,000	160,000	163,000	145,000	102,000	86,000	80,000	-7%
Total	201,700	214,900	209,500	193,600	191,000	220,500	221,000	211,100	173,100	153,800	158,000	3%

Sources United States Department of State National Monitoring System Supported by UNODC

Figure 3. Culture de coca dans la région andine 1994 - 2004 (en hectares)¹¹

¹¹ ONU. Juin 2005. Page 21

LES ACTEURS ARMES DU TRAFIC

Si dans les années 1970, la culture et le commerce de drogue concernaient principalement la marijuana, cependant à partir des années 1980 on constatera une transformation de la commercialisation de la culture de coca qui s'intensifiera.

Parallèlement et surtout pendant les années 1990 se structureront et se renforceront les cartels notamment de Cali et de Medellin. Les facteurs sociaux seront particulièrement propices aux narcotrafiquants afin de développer leur activité. L'injection d'environ 50.000 millions de dollars générés par l'activité du trafic de drogue durant vingt années permettra l'émergence d'une nouvelle classe sociale. Les militaires, para-militaires, groupes de guerrilla, membres du Parlement et certains membres du gouvernement bénéficieront des revenus du narcotrafic. L'Observatoire Géopolitique des Drogues de Paris constatera que, suite à l'assassinat ou à l'arrestation des dirigeants des cartels de Medellin et de Cali, les para-militaires prendront progressivement le contrôle du traitement et de l'exploitation de la cocaïne, s'assurant le contrôle des zones côtières colombiennes, les AUC constituant le principal exportateur de cocaïne du monde¹².

Conflit Armé¹³

Avec l'assassinat en 1948 de Jorge-Eliecer GAITAN, leader libéral qui a tenté de mobiliser les classes populaires contre l'oligarchie, se marque le début d'une guerre civile -*la Violencia*- qui fera 300 000 morts en quelques années. Face à la violence du gouvernement conservateur -droite-, des guérillas libérales -gauche- et communistes font leur apparition. Tandis que les groupes armés libéraux déposent les armes, le Parti communiste colombien préconise une politique d'autodéfense de masses. Des zones d'autodéfense paysannes -dont la mythique

¹² FIDH « Fédération Internationale des Droits de l'Homme ». 20 Années d'activité de la FIDH en Colombie.

¹³ Voir la chronologie dans l'annexe 2.

« République indépendante de Marquatalia »¹⁴ se développent, durement réprimées par l'armée. S'appuyant sur les rescapés de ces premières guérillas, le Xe Congrès du PCC –Parti Communiste Colombien- propose de restructurer un appareil armé révolutionnaire en formant en 1964 les **FARC** (forces armées révolutionnaires de Colombie). Sous l'impulsion de Jacobo Arenas et surtout Manuel Marulanda (Tirofijo), celles-ci s'implantent dans huit provinces du pays. En 1966, le mouvement est rebaptisé Forces armées révolutionnaires de Colombie - Armée du peuple (FARC-EP). Depuis les années 80, une partie de leur financement provient d'un impôt prélevé sur la coca, auquel s'ajoutera une politique d'enlèvements contre rançon. Présents dans plus de 40 % des communes colombiennes, les combattants des FARC-EP (estimés entre 18 000 et 20 000 hommes) opèrent sur soixante fronts d'au minimum cent combattants chacun¹⁵.

Inspirée par l'exemple de la révolution cubaine, l'armée de libération nationale (**ELN**) commence pour sa part à opérer en 1965. C'est dans ses rangs que meurt au combat, en février 1966, le prêtre guérillero Camilo Torres. Son destin prend valeur de symbole pour tous les chrétiens « engagés » du continent. Jusqu'en 1999, l'ELN sera dirigée par un prêtre espagnol, Manuel Pérez. L'ELN trouve le gros de son financement dans « l'impôt de guerre » aux compagnies pétrolières étrangères. Elle pratique également l'enlèvement contre rançon. Ses effectifs sont estimés à 5000 combattants.

En 1967 a surgi l'Armée populaire de libération (**EPL**), maoïste, branche armée du groupusculaire Parti communiste marxiste-léniniste. Actuellement, cette armée est presque inexistante.

A ces guérillas s'est ajouté le **M19**, créé en 1970 pour protester contre la fraude électorale qui prive alors le général populiste Gustavo Rojas Pinilla de sa victoire à l'élection présidentielle. Issu de la bourgeoisie urbaine, loin des idéologies marxistes léninistes, le mouvement se fait connaître en février 1980 par la prise de l'ambassade dominicaine, où sont gardés en otage de nombreux diplomates. Il va par la suite progressivement se radicaliser.

¹⁴ En 1964, les zones Marquetalia, Riochiquito, le Canard et Guayabero étaient occupées par un mouvement agricole qui comptait son propre organisation de gouvernement. Beaucoup d'entre eux étaient des membres des guérillas créées par le Parti Libéral. L'opération de répression « Marquetalia » a compté avec 16.000 hommes des forces armées.

¹⁵ BBC Internet. 29 mai 2001. FARC: 37 años de combate (37 années de combat).

Les **paramilitaires** sont nés à la fin des années 60, bras armé des narcotrafiquants à partir de 1985, supplétifs de l'armée pour mener la « guerre sale » contre les bases sociales de la guérilla¹⁶. Regroupés depuis avril 1997 au sein des Autodéfenses unies de Colombie (AUC), ils se sont à nouveau dispersés et quelques groupes ont négocié avec le gouvernement pour finir son action.

En 1982, le président conservateur Belisario Betancur prend une initiative sans précédent pour « faire la paix » ; en décembre 1983, le M-19 et les FARC constituent un front commun pour négocier. Un accord de cessez-le-feu est signé et entre en vigueur en 1984. Le pouvoir s'engage à lancer une série de réformes politiques, économiques et sociales. Il établit un délai d'un an pour permettre au mouvement armé de s'organiser politiquement.

En novembre 1985, les FARC-EP lancent un nouveau et large mouvement, l'**Union patriotique** (UP), lequel participe avec succès aux élections de 1986 : 350 conseillers municipaux, 23 députés et 6 sénateurs sont élus au Congrès. **Une vague d'assassinats** sans précédent fauche 4 000 dirigeants, cadres et militants de l'UP (et du Parti communiste).

Le M-19 cesse les hostilités en 1989 et se constitue en parti : l'Alliance démocratique. Il sera suivi par le parti révolutionnaire des travailleurs en 1991. En revanche, les négociations avec les FARC, l'ELN et les groupes dissidents de l'EPL n'aboutissent pas. Elles aboutissent d'autant moins que la guerre est relancée par le président libéral César Gaviria (1990-1994). Par la suite, les mouvements d'opposition armée refusent de négocier avec le gouvernement libéral d'Ernesto Samper (1994-1998) : accusé d'avoir financé sa campagne avec de l'argent provenant du trafic de drogue, il a perdu, à leurs yeux, toute légitimité.

Après ces cinquante de guerre civile, en 1998 le président Pastrana avait renoué le dialogue avec l'opposition armée en accordant aux Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) une zone démilitarisée de 42 000 kilomètres carrés qui permettait la reprise de

¹⁶ Rapport de Human Rights Watch, février 2000 :

<http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/ameriquelatine/hrw022000>

négociations¹⁷. Cela a été nommé « le processus de paix¹⁸ ». Cette zone a été utilisée par les FARC comme un refuge pour les combattants, une cachette de kidnappés, et le centre de production et exportation de cocaïne¹⁹. Les conversations n'aboutissaient à aucun résultat et le gouvernement a décidé de l'arrêter au début de 2002.

Un exemple de l'inutilité du processus et de la catastrophe humanitaire qui vit le pays, elle ne fait pas que des morts, les statistiques de l'année 2001 sont alarmantes. Le conflit armé a coûté la vie à 3 685 civils. 190 454 personnes ont été déplacées de son domicile à cause des menaces²⁰. 160 syndicalistes, 4 curés, 13 militants des droits de l'homme et 10 journalistes assassinés. 3 041 personnes ont été enlevées et 259 disparues²¹. Pour l'année 2002²² on compte : 4351 personnes victimes de violations de Droits de l'Homme (du 01 juillet 2002 au 30 juin 2003), 2 451 personnes tuées lors des massacres, 2 931 enlèvements, 1 995 personnes menacées pour raisons politiques, 17 défenseurs des Droits de l'Homme et 184 syndicalistes tués ou disparus.

¹⁷ Malgré les critiques du ministre de la défense, des généraux et des Etats-Unis, le président reconnaît implicitement que les révolutionnaires ont pris les armes pour une cause juste.

¹⁸ Ce processus a été soutenu par plusieurs pays : Espagne, France, Suède, Italie, Norvège, Suisse, Canada, Mexique, Cuba et Venezuela.

¹⁹ Selon la revue *Time*, les FARC ont une recette de 700 millions de dollars par an en provenance du trafic de drogues, de kidnappings et l'extorsion. Pour le General Roso José SERRANO, ancien directeur de la Police de Colombie, les FARC auraient gagné 2 milliards de dollars nets grâce au trafic.

²⁰ Ce qui porte en 2005 le chiffre de déplacés à plus de 3 000 000 depuis 1985

²¹ Courrier international - n° 605 - 6 juin 2002. Les ravages d'une catastrophe humanitaire.

²² Chiffres de la Coordination Française pour la paix en Colombie (CFCP). La CFCP C'est au cours de l'été 2000, dans le cadre du débat sur le Plan Colombie, afin d'amplifier et de coordonner l'action de la société civile française en faveur de la paix en Colombie, qu'a été créée la cette coordination. Elle est née à la demande du Programme de Développement et Paix du Magdalena Medio, partenaire du Secours Catholique. La Coordination mène aujourd'hui des actions de plaidoyer sur la Colombie, d'information et de sensibilisation.

Encore maintenant, des violations massives des droits de l'homme sont commises, surtout par les AUC, mais aussi par les mouvements de guérilla²³. Elles touchent toute la population et, spécialement, les communautés qui refusent d'être prises dans la guerre. Malgré tout, des dizaines d'organisations donnent à manger à des enfants, s'occupent des personnes déplacées ou rééduquent des mutilés de guerre. Le gouvernement a amélioré considérablement les soins d'urgence aux sans-abri. Et la communauté internationale alloue de plus en plus de moyens à des programmes d'aide. Mais de telles mesures restent insuffisantes.

Depuis la fin du processus de Paix le conflit a changé. Le nouveau Président, Alvaro URIBE est élu grâce au *bras fort* qu'il propose pour finir avec la guerre et le narcotrafic. Avec la collaboration des EEUU, le gouvernement colombien a accusé de narcotrafic et terrorisme la plus part des chefs des FARC et des AUC. Des accords spécifiques pour la punition des trafiquants et blanchisseurs d'argent ont été établis en relation avec le « plan Colombia ». Depuis l'an 2002, 114 colombiens ont été extradés aux Etats-Unis.

On voit clairement que la politique actuel est loin de changer, par exemple dans sa première visite, la secrétaire d'état des Etats-Unis Condoleezza RICE²⁴ dit que « Washington continuera à soutenir la Colombie dans son combat contre les trafiquants de drogue et l'insurrection de gauche » et elle a félicité pour son travail aux autorités colombiennes. On se rend compte que le Président Alvaro Uribe est l'allié des Etats-Unis le plus fidèle en Amérique du sud. On compte avec une aide militaire de 600millions de dollars par an et en contrepartie le gouvernement doit présenter des résultats, dont l'élevé nombre d'extradés.

²³ <http://www.acat.asso.fr/campagne/colombie03.html>

²⁴ Le 28 April, 2005. Condoleezza RICE visite la Colombie. Note complète dans le site internet de la BBC :

<http://newsvote.bbc.co.uk/mpapps/pagetools/print/news.bbc.co.uk/1/hi/world/americas/4492173.stm>

LE NARCOTRAFIC

Le trafic de cocaïne aux EEUU²⁵

La Colombie produit la majeure partie de la cocaïne du monde. En fait, approximativement 90 pour cent de la cocaïne qui réussit à être exportée atteint les Etats-Unis. Les autorités fédérales ont saisi plus de 111 tonnes métriques de cocaïne en 2001.

Le crack, la forme peu coûteuse et fumable de cocaïne, continue à être distribué et employé dans la plupart des villes principales des Etats-Unis²⁶, en revanche l'utilisation de cocaïne a diminué vers la fin des années 90.

Le trafic de drogue et son marché illégal aux Etats-Unis sont un des plus profitables du monde. En tant que tel, il attire les trafiquants de drogue les plus impitoyables, les plus sophistiqués, et agressifs²⁷. Aux Etats-Unis les prix en gros de cocaïne vont de \$12.000 à \$35.000 par kilogramme dans la plupart des zones métropolitaines principales. En 2001, la pureté moyenne d'un kilogramme de cocaïne était de 73 pour cent. Typiquement, le chlorhydrate de cocaïne est converti en Crack dans les Etats-Unis par le grossiste ou le détaillant secondaire. La taille du morceau de crack peut changer, mais s'étend généralement de 1/10 au gramme à 0.5grames et se vendront dans des prix qui vont de \$3 à \$50.

La cocaïne, sous la forme de poudre et de crack, est toujours un souci important dans l'ensemble des Etats-Unis à cause de son abus, de la violence liée au commerce, et du volume de trafic. Les rapports de 2002 indiquent qu'entre 260 et 270 tonnes métriques pures de

²⁵ La Colombie produit relativement peu d'héroïne, moins que cinq pour cent de toute la production estimée du monde en 2002.

²⁶ Rapport DEA 2004

²⁷ La dernière plus grande cargaison de Cocaïne capturée par la police en provenance de la Colombie a été évaluée en plus de 300 millions de dollars en mai 2005. Une quantité de 12 tonnes, prise dans la jungle près de la côte pacifique Colombienne appartenant aux AUC. BBC World. "Colombia reports \$300m drugs haul". 13 mai 2005.

cocaïne sont à la disposition des utilisateurs de drogue illicite aux Etats-Unis. En cette année, 2 millions de personnes - presque un pour cent de la population adulte aux Etats-Unis – ont utilisé de la cocaïne au moins une fois dans les 30 derniers jours²⁸. A plus près 6 millions l'ont utilisée une fois au cours de l'année. La cocaïne a été trouvée dans 199.198 consultations d'urgence au domicile en 2002 ce qui la place comme la drogue illégale le plus fréquemment rapportée.

Le trafic de cocaïne dans l'Union Européenne²⁹

L'Europe était auparavant un pays consommateur d'héroïne en provenance d'Asie. Mais, depuis 1999 la cocaïne colombienne est détournée pour l'Europe à cause de l'influence de la mafia russe³⁰. Résultat : l'Europe détient aujourd'hui la deuxième place dans le monde en matière de consommation de cocaïne, après les Etats-Unis. L'action déterminée menée par les Etats-Unis contre le trafic et la consommation de ce produit sur leur territoire a abouti progressivement à une saturation du marché nord-américain et à un report vers l'Europe, où l'arrivée de cocaïne progresse chaque année. Sur une production mondiale de cocaïne estimée à près de 1000 tonnes, les experts internationaux estiment que la quantité importée d'Amérique Latine à destination du marché européen ne cesse de croître et dépasserait actuellement 200 tonnes.

Le flux de trafic en direction de l'Europe transite principalement par les départements d'outre-mer. Le grand trafic est maritime et aboutit principalement en Espagne sur les côtes de Galice, au Portugal, ainsi qu'aux Pays-Bas dans le port de Rotterdam. Il met également à profit la sous-organisation de certains pays de la côte ouest africaine où il trouve aisément des portes d'entrées. Par ailleurs, un trafic régulier par voie aérienne est opéré par des petits porteurs

²⁸ DEA Congressional Testimony March 17, 2005

²⁹ Information collectée des sites internet du gouvernement colombien et de l'Union Européenne.

³⁰ Déclarations en 2002 du surnommé "meilleur policier du monde", le général Rosso José SERRANO, ex-directeur de la police colombienne, a conduit avec succès le démantèlement des cartels dans les années 90.

(souvent *in corpore*)³¹. Ainsi en France, le trafic des passeurs aux aéroports continue d'augmenter de façon considérable à l'image de ce que connaissent tous les aéroports européens. En 2003, les services français ont interpellés 280 passeurs, recrutés par les cartels de la drogue pour transporter *in corpore*, ou dans leurs bagages des quantités de cocaïne allant de 300 gr à 5 kg, le total des saisies aux aéroports s'élevant à 800 kg de cocaïne pour cette seule année.

Pour la France, l'ensemble des saisies de cocaïne effectuées en 2003 s'élevait à 4 173 kg, soit 14% de plus qu'en 2002, mais reste très inférieur à celles, dix fois plus importantes, opérées en Espagne (46 tonnes en 2003). Les interpellations de trafiquants ont également fortement augmenté, puisqu'elles sont passées d'environ 1 600 en 2002 à plus de 2 000 pour l'année 2003. Si l'on compte parmi eux plus de 600 trafiquants étrangers, le banditisme français s'est lui aussi impliqué, de longue date, dans ce trafic.

Les études épidémiologiques font état, pour la France, d'un triplement de l'initiation à la cocaïne entre 1992 et 2002. On dénombrerait 850 000 personnes l'ayant déjà expérimenté et 150 000 usagers à des degrés divers. Cette consommation touche des tranches d'âges de plus en plus jeunes, la cocaïne représentant désormais un impact voisin de l'héroïne. Sous sa forme de crack, elle est utilisée par les toxicomanes les plus désocialisés, particulièrement dans la région parisienne et la région des Antilles.

Au cours des 20 dernières années, l'union européenne et les cinq pays andins de la Communauté (Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou et Venezuela) ont un dialogue politique étendu avec une considération particulière sur le combat commun contre les drogues, la coopération intense et un régime commercial favorable. Le premier dialogue politique formel a donné origine à la déclaration de Rome en 1996. Celle-ci prévoit des réunions présidentielles et ministérielles des différents pays. La dernière réunion des Chefs d'Etat c'était au « sommet des Caraïbes » le 29 mai 2004 à Guadalajara. La réunion ministérielle la plus récente a eu lieu dans les marges de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York en septembre 2003. Ce dialogue politique a été renforcé et institutionnalisé par la signature d'un accord politique de dialogue et de coopération entre l'UE et la Communauté andine en

³¹ Voir infra : *Les mules du trafic*

décembre 2003. Ce nouvel accord permet la possibilité d'inclure dans les dialogues les aides contre les conflits internes de la région, la migration et la lutte contre le terrorisme, entre autres.

Le combat contre les drogues garde des principes fondamentaux, comme "la responsabilité partagée dans le problème de drogue" que les deux régions ont souscrite à l'occasion d'une réunion ministérielle à Cochabamba en 1996. La Commission européenne a également signé des accords par rapport aux éléments chimiques précurseurs de la drogue avec chaque pays andin (Venezuela, Colombie, Equateur, Pérou et Bolivie).

L'UE est le principal donateur officiel d'aide au développement à la région andine. En plus de la coopération au développement entreprise par les Etats membres individuellement, la Commission a approuvé 130 millions d'euros par an à la région andine pendant dix années. En termes financiers, de coopération technique et économique, le Communauté européen aide la région avec 420 millions d'euros par an pour la période 2002-2006 à utiliser dans des stratégies régionales. Pour chaque pays, les attributions indicatives sont 133.5 millions de euros pour la Bolivie, 86 pour le Pérou, 38,5 pour le Venezuela, 92 pour l'Equateur et 105 pour la Colombie³².

Un exemple des projets bilatéraux est les « laboratoires de paix » en Colombie, il s'agit de programmes pour développer des cultures alternatives et soutenables à la production de coca³³.

Pour l'UE le travail à faire est surtout au niveau du développement régional, c'est comme ça qu'entre 1990 à 2002, les exportations de la Communauté andine au marché européen ont presque doublé. En 2002, les relations commerciales entre l'UE et la Communauté andine se sont élevées à environ de 16 milliards d'euros. Le commerce avec la Communauté andine représente approximativement 0.8% du commerce du total de l'UE, alors qu'inversement le commerce de l'UE représente pour la Communauté andine un 14.1% du total

³² Site de la communauté européenne :

http://europa.eu.int/comm/external_relations/andean/intro/index.htm#drugs

³³ Site de la communauté européenne :

http://europa.eu.int/comm/external_relations/colombia/intro/index.htm

Les « mules » du trafic

Des cas des « mules », des personnes qui risquent sa vie pour transporter la drogue dans son ventre, on les voit tous les jours³⁴. Ce trafic implique des personnes de multiples nationalités et de tous âges qui risquent ainsi leur vie et leur liberté. Arrêtés parfois aux frontières avec des chargements ingérés qui peuvent aller jusqu'à un kilo de drogue, plusieurs transporteurs, dénommées encore « bouletteux » sont souvent prévus sur le même vol pour assurer la réussite d'au moins un passage. Malgré les efforts du gouvernement colombien pour communiquer sur la lutte contre le narcotrafic, la naïveté de ces transporteurs, la promesse de beaucoup d'argent et leur situation sociale font que cette pratique perdure encore. Celles et ceux qui se retrouvent dans ces réseaux ne peuvent faire marche arrière, particulièrement en raison des menaces qui pèsent ensuite sur leur vie et celle de leurs proches de la part des dealers.

³⁴ Un film fait aux EEUU et en Colombie, sorti l'année dernière « Maria Pleine de Grâce » a gagné beaucoup de prix cinématographiques et une nomination à l'Oscar de meilleure actrice pour Catalina SANDINO, sa protagoniste. Ce film illustre un chapitre de l'histoire de Maria, 17 ans, et sa grâce pour affronter la vie. Traversant une période critique, elle prend conscience de la détresse sociale de son quotidien, la pression du foyer patriarcal et le peu de perspectives pour son avenir. On lui offre une possibilité de s'en sortir, le début d'un long voyage, un vol en avion avec une double « charge » dans son être : l'enfant qu'elle porte et la drogue qu'elle a ingérée, promesse de l'indépendance et de la liberté, ce qui fait d'elle une *mula* (mule).

La question à laquelle essaie de répondre le film est pourquoi Maria accepte ce « travail » de *mula* (mule). Plus de 40% de la population colombienne –soit près de 15 millions d'habitants- se retrouvent dans des conditions de précarité pires encore que celles de Maria, et quelques centaines décident ou sont obligés de passer de la drogue *in corpore*.

COOPERATION INTERNATIONALE

« Plan Colombia »

En 1998, le président de la république de Colombie Andrés Pastrana a exposé son **Plan Colombia** à Washington³⁵. Il souhaitait mettre l'accent sur le développement économique du pays et pensait également qu'une augmentation des exportations légales colombiennes vers les Etats-Unis pourrait nuire au trafic de drogue. En effet, des produits comme le textile et les fleurs pâtissent de tarifs élevés et d'une réglementation très stricte, alors que la cocaïne et l'héroïne en provenance de la jungle colombienne pénètrent aux Etats-Unis sans contrôle ni taxation. Mais sous cette forme le projet ne s'est jamais concrétisé.

Le Plan Colombie a dû s'adapter aux projets politiques et économiques des EEUU et les groupes d'influence à Washington. Une contribution de 1,6 milliards de dollars pour l'application du Plan Colombie en matériel militaire n'avait aucun sens en Colombie. En revanche, cela revêt une grande importance à Washington. En fait, il était impératif que des armes ultra sophistiquées entrent en jeu pour que le Plan Colombie bénéficie de l'aval du Congrès³⁶.

Au bout du compte, il ne restait en 2002 que 68,5 millions de dollars, soit moins de 8 % du budget global, pour tenter de convaincre les cultivateurs de coca de choisir un autre moyen de subsistance.

³⁵ Le projet initial comptait 7 500 millions de dollars, dont 3 500 millions de dollars en aide extérieure : **Monde diplomatique**.

<http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/ameriquelatine/plancolombie-intro>

³⁶ Sur le budget que le Congrès des EEUU a attribué au Plan Colombie, plusieurs centaines de millions de dollars ont été utilisés dans le financement d'autres projets. A la fin il ne restait que 860 millions de dollars. Et avec ça on a dû encore dépenser dans la création de "*communications sécurisées*", d'un service de "*renseignements*" et d'une "*force de protection*". On compte aussi 234 millions de dollars pour produire dix-huit hélicoptères américains Black Hawk. **Courrier international**. Juin 2002. Les sales guerres de la coca. *Quand le Pentagone fait joujou en Colombie*.

En 2002 le Sénat et la Chambre des représentants des EEUU ont décidé de rallonger le budget du Plan Colombie à hauteur de 625 millions de dollars et le nom a été changé par l'administration Bush pour « l'Andean Counterdrug Initiative » [Initiative andine antidrogue]. On voit donc, comment les Etats-Unis cherche à militariser la lutte contre la drogue et pour cela la CIA, la Drug Enforcement Administration (DEA - agence américaine de lutte contre le trafic de drogue-), le Pentagone, le service des garde-côtes et le Southern Command sont mobilisés. Le budget de la DEA, qui ne représente qu'une infime partie de ce que Washington dépense annuellement pour lutter contre la drogue, s'élève à 1 milliard de dollars.

Cette pseudo lutte contre la drogue ignore délibérément les racines socio-économiques du problème : loin de constituer un « choix de vie », ces cultures illicites permettent tout simplement à des dizaines de milliers de paysans andins de survivre. En l'absence de toute réforme agraire, de toute politique de développement, livrés aux forces du marché, ils ont ainsi accès à des revenus qu'ils ne peuvent espérer d'aucune production agricole traditionnelle. La politique d'épandage aérien de produits chimiques détruit tant la coca et le pavot que les cultures de subsistance, poussant les paysans au désespoir et au plus profond de la misère.

Fond d'Investissement pour La Paz « FIP »

Le Fond d'Investissement pour La Paz - FIP - a été créé en 1998 par le Gouvernement Colombien dans le but de cofinancer des programmes et des projets qui aident à produire des conditions pour récupérer la paix dans le pays. Ainsi, on canalise les apports les programmes et les projets sociaux du Plan Colombie. La FIP est un système de maniement de comptes qu'il cherche accélérer et garantir la transparence dans l'exécution des ressources de contrepartie nationale pour le Plan Colombie et des liens de paix. Avec des ressources du FIP on finance les programmes Développement Alternatif, Infrastructure Sociale et du Réseau d'Appui Social.

A partir du FIP se sont créés plusieurs programmes d'investissement et prévention. Par exemple le programme des familles **gardes forestiers** effectué par l'UNODC³⁷ dont l'objectif principal est l'incorporation des anciens cultivateurs dans un processus d'extirpation volontaire des récoltes illicites et de la récupération de la forêt dans des secteurs vulnérables écologique et socialement, par un salaire mensuel de 170 dollars par famille dans un contrat à trois ans.

Tout le budget pour des initiatives alternatives de développement entre 1999 et 2007 s'élève à environ à 590 millions de dollars.

La coopération entre l'Union Européenne et la Colombie

Il y a un intérêt grandissant de l'Union Européenne en la Colombie et l'Amérique du Sud, on le voit dans cette intervention d'un parlementaire de l'UE : « L'UE a une gamme d'intérêts en Colombie, qui vont du commerce et investissement économique jusqu'aux problèmes de la production et commerce de drogues, les réseaux criminels, le terrorisme, la migration et le conflit interne qui prend une dimension régionale. Nous sommes très troublés par les abus sérieux et en continu des droits de l'homme et la situation insécurité de beaucoup de Colombiens qui exigent notre pleine solidarité avec les personnes colombiennes. Par conséquent notre objectif stratégique est de réaliser une paix durable. La recherche d'une solution négociée est la pierre angulaire de notre stratégie vis-à-vis de la Colombie. Il n'y aura aucune solution purement militaire à ce conflit »³⁸.

En conséquence, la commission du parlement européen travaille en relation avec l'ONU et l'OEA –Organisation des Etats Américains- par l'intermédiaire de sa "mission de soutien du processus de paix en Colombie" (MAPP/OEA).

³⁷ Office des Nations Unies en Colombie. ONU. Juin 2005. Page 45

³⁸ M Chairperson. **Session Planaire du parlement européen - Bruxelles, 02.12.2004** – http://europa.eu.int/comm/external_relations/news/ferrero/2004/sp04_508.htm

Le soutien n'est pas seulement économique mais aussi dans le développement soutenable, et dans les travaux de cohésion sociale. Pour poursuivre ces objectifs, l'union européenne utilise plusieurs instruments, la diplomatie active, le soutien des initiatives internationales qui stimulent les processus de paix en Colombie, et elle reste en contact permanent avec le gouvernement colombien. L'autre instrument très important employé par l'union européenne est le régime commercial favorable accordé aux exportations colombiennes avec l'intention de favoriser le développement économique. Le troisième instrument utilisé est l'aide au développement social et industriel. La Commission a consacré 136 millions d'euros entre 2001 et 2003 dans l'implémentation de ces projets en Colombie.

Dans la session du 13 décembre 2004 le GAERC³⁹ a réaffirmé l'appui total des syndicats européens au gouvernement colombien, notamment dans ses efforts de rétablir l'ordre et l'application de la loi dans tout le pays et dans son combat contre le terrorisme et la production et trafic illicites de drogue. « Le Conseil a exprimé toute la solidarité des syndicats européens avec les personnes colombiennes et a réitéré son souci par rapport aux violations des droits de l'homme et la grave situation humanitaire en Colombie, en particulier en ce qui concerne les déplacements internes. Le Conseil a invité toutes les parties du conflit à respecter les droits de l'homme et la loi humanitaire internationale, et demande aux groupes illégaux de cesser toutes les hostilités et à s'engager dans un processus négocié de paix ».

Une des dernières manifestations en faveur de la Colombie est celle de la session du 10 mars 2005 où la Commission Européenne convient 12 millions d'euros d'aide humanitaire pour les victimes du conflit interne en Colombie⁴⁰. La Commission a accepté un plan global pour soutenir les personnes déplacées en raison du conflit interne. Cette aide sera gérée par la

³⁹ General Affairs & External Relations Council (GAERC)

http://europa.eu.int/comm/external_relations/colombia/intro/gac.htm

⁴⁰ **Commission Européenne**. Bruxelles, 10 mars 2005

http://europa.eu.int/comm/external_relations/colombia/intro/ip05_276.htm

Direction Générale pour l'Aide Humanitaire et distribuée par les O.N.G.S humanitaires et les agences internationales fonctionnant dans la région.

La coopération franco-colombienne en matière de sécurité intérieure

La coopération bilatérale franco-colombienne commence en 1988, à la suite de la visite en Colombie du président Mitterrand, avec l'affectation de deux officiers de liaison de l'Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants (OCRTIS⁴¹), suivie, en 1990 de l'implantation d'une délégation du Service de coopération technique internationale de police (SCTIP). Cette coopération préconise des actions portant sur la modernisation des moyens d'action et d'investigation des services de police et des opérations contre toutes les formes de criminalité. L'action européenne dans ce domaine n'est donc en rien comparable à celle des Etats-Unis, que ce soit en raison de son niveau plus modeste ou de sa nature même, puisqu'elle procède d'une approche différente de la lutte contre les stupéfiants, reposant sur l'aide au développement alternatif, le renforcement des capacités opérationnelles et la réduction de la demande. Les autorités colombiennes ont signé des accords de coopération dans le domaine de la sécurité intérieure avec d'autres pays européens, ainsi qu'avec Europol où sont actuellement détachés 2 officiers de liaison colombiens.

L'accord du 22 juillet 2003, inspiré des textes de même nature conclu entre la France et plus de vingt pays, permet de donner à cette coopération un cadre juridique plus précis et plus visible. Il a été signé à l'occasion de la visite en Colombie du ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy, est quant à lui entièrement consacré à la coopération en matière de sécurité intérieure. Ces principes sont la coopération technique de chaque partie, la protection des données échangées lors des opérations et l'action sur les différents types d'activités criminelles concernées : blanchiment d'actifs ; trafic illicite d'armes, de munitions, d'explosifs et de

⁴¹ L'Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants.

substances dangereuses ; faux monnayage ; traite des personnes et immigration illégale ; trafic illégal d'organes ; trafic de biens culturels, trafic illégal de ressources naturelles ; trafic illicite.

Des articles spécifiques abordent la lutte contre le terrorisme, la coopération en sécurité publique et la formation théorique et pratique en plusieurs domaines spécialisés (séquestration, extorsion, recherche en criminalistique, déminage, enquêtes sur les catastrophes).

CONCLUSION

La situation sociale en Colombie est catastrophique. Une guerre civile qui dure depuis 1948 se voit renforcé par le budget énorme du meilleur affaire illégal (o légal) qui existe dans le monde. Le trafic de drogue amène la violence, le déplacement de la population, la violation des droits de l'homme, dans des proportions qu'aucun pays du monde ne peut égaler. La Colombie paye tous les jours les conséquences d'un conflit que n'a aucun sens politique.

J'ai essayé de faire un aperçu des complexités du rapport entre les divers aspects de sécurité et l'industrie de drogue en Colombie, mais il y a beaucoup de situations inimaginables qui m'empêchent de décrire clairement la réalité. Je risque de faire des corrélations trop simplifiées, cependant ce qui est claire est que le conflit armé ne peut pas se résoudre par la force et qu'il faut travailler d'abord en améliorer la situation social et économique du pays pour créer un développement soutenable.

Une fois que la population aille réussi à trouver un équilibre, la culture de la coca ne sera plus indispensable. Des cultures alternatives doivent apparaître, mais pour cela il faut garder la productivité de la terre et ne pas continuer à la détruire avec la fumigation aérienne. Le gouvernement montre fier ces résultats, il en est forcé par les EEUU, mais quelles seront les conséquences pour les paysans ?

Quand les acteurs armés acceptent de dialoguer pour mettre fin à la guerre sera parce qu'ils n'auront plus le soutien d'une population terrorisée. Il est difficile que cela se produise, les FARC comptent avec un budget quelques fois supérieur à celui des forces armées, ils peuvent construire des aéroports et autoroutes dans la jungle, ils y ont le confort d'un hôtel pour ses commandants narco-terroristes. Ils ont établie un réseau internationale qui involucre les mafias les plus importantes au niveau mondiale. Ils n'ont aucun respect pour la vie ou les droits de l'homme et surtout, il n'y a plus aucune conviction politique ou idéologique derrière ses actions.

La Colombie ne pourra pas s'en sortir sans l'aide de la communauté internationale, si on continue à dépenser plus de la cinquième partie du PIB contre la guerre et le narcotrafic on ne

pourra jamais se développer et donner l'attention et assistance nécessaires à la population. Les programmes de santé et d'éducation n'avancent pas et c'est seulement avec solutions durables que l'on pourra faire face à cette crise.

Les différents accords internationaux permettent d'ouvrir alternatives et donnent des nouvelles attentes pour le contrôle du trafic. Il est indispensable créer les moyens pour interdire le commerce des précurseurs chimiques en sa majeure partie provenant de l'Europe. Il est nécessaire de permettre un développement des exportations des produits légaux avec une réduction des taxes et une ouverture des marchés.

Le gouvernement Colombien essaye, dans la mesure du possible, de lutter contre la production et le trafic de la drogue, mais le problème n'est pas seulement du pays producteur, c'est surtout des pays importateurs. Et ce n'est pas en finançant une guerre avec des matériaux de plus en plus sophistiqués que l'on va l'arrêter. Le contrôle de l'offre commence avec le contrôle de la demande.

ANEXES

ANNEXE 1

SAISIES DE DROGUE COLOMBIENNE (2001 & 2002)		
COCA	2001	2002
Eradication (ha)	84,250	122,965
Culture nette (ha)	169,800	144,450
OPIUM		
Eradication (ha)	2,583	3,371
Culture nette (ha)	6,540	4,900
SAISIES		
Héroïne / Morphine (tn)	0.798	0.699
Opium (tn)	0.002	0.110
Cannabis (tn)	80	73
Cocaïne Base / Basuco (tn)	26.70	30.00
Chlorhydrate de Cocaïne (tn)	57.30	94.00
Total Captures	15,832	15,199

Les données de cette table apparaissent dans le « rapport international » de la DEA. Elle compare les quantités en hectares (ha) d'éradication par rapport à la culture des drogues. Les captures des cargaisons aux EEUU sont données en tonnes (tn).

ANNEXE 2 ⁴²

CHRONOLOGIE

1971 Nixon déclare la drogue "*ennemi numéro un des Etats-Unis*".

1973 Création de la Drug Enforcement Administration (DEA).

1979 Les Bahamas deviennent un lieu de transit pour la drogue entre la Colombie et les Etats-Unis.

1981-1982 Ratification du traité d'extradition entre les Etats-Unis et la Colombie. Emergence du cartel de Medellín, réunissant Carlos Ledher, Pablo Escobar, José Gonzalo Rodríguez Gacha et la famille Ochoa. Accord entre Escobar et le général Manuel Noriega autorisant le transit de cocaïne par le Panamá. Election d'Escobar au Congrès colombien. Prise record de cocaïne à Miami (environ 2 tonnes, estimée à 100 millions de dollars).

1984-1985 La DEA et la police colombienne découvrent Tranquilandia, la base du cartel de Medellín. La route de la drogue est déviée vers le Mexique.

1984-1988 Les cartels colombiens terrorisent et assassinent des hommes politiques.

1986 Début des opérations américaines antidrogue au Pérou, en Equateur et en Bolivie.

1987 Capture de C. Ledher et J. Ochoa à Medellín. La Colombie annule son traité d'extradition vers les Etats-Unis.

1989 Miguel Angel Felix Gallardo, chef du cartel de Tijuana (Mexique), est arrêté à Mexico. Aide américaine à la police péruvienne. Assassinat par le cartel de Medellín de L. C. Garlan, candidat à la présidentielle en Colombie. Les Etats-Unis renforcent leur action dans les pays andins. José Gacha est tué par la police colombienne. Les Etats-Unis envahissent le Panamá et arrêtent le général Noriega.

1990 Bush accroît de 50 % le budget militaire consacré à la lutte contre la drogue.

1991 Les trois frères Ochoa se rendent à la police colombienne.

1993 Mort de Pablo Escobar.

1995 Arrestation de 5 chefs du cartel de Cali.

1996 Les frères Ochoa sortent de prison après cinq ans.

⁴² Courrier international - n° 605 - 6 juin 2002. Les sales guerres de la coca. Chronologie - Trente ans de lutte contre la drogue.

1998 Opération Casablanca, enquête sur le blanchiment d'argent menée par les Etats-Unis. Octroi aux FARC d'une zone démilitarisée dans le Caguán (Colombie).

1999 Opération Millennium. Arrestation par les Etats-Unis de 31 trafiquants de drogue au Mexique, en Colombie et en Equateur.

2000 Application du Plan Colombie.

2002 Rupture du processus de paix entre les FARC et le gouvernement colombien. Intensification du Plan Colombie.